Arrêté du Conseil fédéral fixant les contributions des cantons au titre des allocations familiales aux travailleurs agricoles et aux paysans de la montagne¹⁾

836.16

du 21 mai 1954

Le Conseil fédéral suisse,

vu l'article 21 de la loi fédérale du 20 juin 1952²⁾ fixant le régime des allocations familiales aux travailleurs agricoles et aux paysans de la montagne,

arrête:

Article premier Calcul des contributions des cantons

¹ Les contributions de chaque canton seront calculées d'après le montant des allocations familiales que les caisses de compensation ont versées l'année précédente dans le canton. Pour l'année 1953, les contributions des cantons seront calculées d'après les allocations payées durant cette même année.

² Les allocations familiales qui ont été versées à des travailleurs agricoles employés dans les filiales indépendantes sises hors du canton de domicile de l'exploitation principale seront mises à la charge du canton dans lequel sont établies ces filiales.

Art. 2 Réduction des contributions des cantons

¹ Les contributions calculées conformément à l'article premier seront réduites à raison du versement annuel provenant de la réserve, selon un nombre-base qu'on obtient en multipliant la contribution d'un canton avec la moyenne pondérée de deux éléments de réduction. Le premier élément de réduction est égal à la différence en moins en pour-cent entre la capacité fiscale par habitant d'un canton et les $\frac{4}{5}$ de la moyenne générale de la capacité fiscale. Le second élément de réduction est égal à la différence en plus en pour-cent entre la contribution cantonale par exploitation d'un canton et la moyenne générale des contributions cantonales. Dans la moyenne pondérée, le premier élément de réduction est multiplié par trois, tandis que le second élément n'est compté qu'une fois.

² La capacité fiscale par habitant est calculée sur les résultats de l'impôt pour la défense nationale de l'année fiscale 1950 (5^e période). Le nombre des exploitations agricoles est donné par le recensement fédéral de ces exploitations effectué en 1939. Les exploitations dont la superficie n'atteint pas un hectare ne sont pas prises en considération. Les exploitations agricoles des cantons dont plus de 50 pour cent des terres cultivées se trouvent en région de montagne ne comptent qu'à raison de 90 pour cent. Pour le calcul des nombres-base, il y aura lieu d'utiliser les nouveaux résultats d'une période d'impôt pour la défense nationale et ceux d'un nouveau recen-

RO 1954 633

¹⁾ Actuellement «dans l'agriculture».

²⁾ RS 836.1 Actuellement «LF sur les allocations familiales dans l'agriculture».

sement des exploitations agricoles dès l'année qui suit la publication officielle de ces résultats.

³ Compte tenu de la réduction, la contribution restant à la charge d'un canton ne doit pas être inférieure au 10 pour cent des allocations versées dans le canton.

Art. 3 Entrée en vigueur et exécution

¹ Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} juin 1954.

² Le Département fédéral des finances et des douanes¹⁾ est chargé de son exécution.

¹⁾ Actuellement «Département fédéral des finances» (art. 58 al. 1 let. B de la loi du 19 sept. 1978 sur l'organisation de l'administration – RS **172.010**).